



europa.ch



”

**Crise de la dette,
blocage bilatéral –
quelle suite ?**

actualité I

« Par bonheur, nous ne sommes pas dans l'UE ! » – vraiment?

» Page 3

section

Journal de la campagne électorale

» Pages 4-5

yes

Florentin Weibel: Jeune et pro-européen! S'engager vaut la peine...

» Page 6

abattage de mythes

Sous l'effet de quel stimulant cet article de la « Weltwoche » a-t-il été pondu?

» Page 7

interview

Franz von Däniken

» Pages 8-10

actualité II

« label europe »

» Page 11

projecteur

Le Fonds de sauvetage

» Page 12

international

Euro suite et fin?

» Page 13

lire

Aymo Brunetti, « Une crise économique sans fin? »

» Page 14

la dernière

» Page 15

Chère lectrice, cher lecteur,

Les élections fédérales ont dominé l'agenda politique de ces derniers mois – idem pour le Nomes. Avec le « label europe », nous avons en effet soutenu dans leur campagne les candidates et candidats ayant adhéré aux objectifs fixés par le Nomes pour les quatre ans à venir. 42 parmi eux ont été élus au parlement et nous nous réjouissons de pouvoir ensemble avec eux, au cours de la nouvelle législature, faire avancer la cause de l'Europe en Suisse (p.3). Bien que la voie bilatérale soit bloquée, on se refuse obstinément, dans les milieux politiques et économiques, à discuter d'alternatives à la politique menée sans succès depuis pas mal de temps. Beaucoup pensent même qu'il n'y a aucune urgence à bouger. Pourtant, le Conseil fédéral, lui, n'est pas capable de trouver la parade aux questions institutionnelles et de formuler une stratégie orientée vers l'avenir. Dans son interview (pp. 8-10), l'ancien secrétaire d'Etat Franz von Däniken somme le gouvernement de parler enfin un langage clair en matière de politique européenne.

Si, malgré cette inertie, l'Europe est omniprésente dans l'opinion, la raison en est



moins réjouissante. Les informations (et commentaires) sur la crise de la dette non seulement dominent dans les médias mais renvoient aussi l'image de l'UE. Au regard des turbulences ininterrompues, on a tendance à oublier tout ce qui a déjà été fait pour stabiliser la situation (p.12).

L'exemple du Danemark illustre les enjeux de l'euro et montre comment des pays de l'UE non membres de l'eurozone font face aux défis qui en résultent (p.13).

Il y a un an, nous nous sommes demandé ici même si l'euro, qui n'est pas notre monnaie, n'en était pas moins notre problème. Depuis, le taux de change du franc est devenu le plus grand défi pour l'économie suisse. Le Nomes continuera à poser les questions qui dérangent...

Je vous souhaite une agréable lecture. ■

M. Fust

Michael Fust, secrétaire général

eu.spots

Citoyens de l'UE vigilants

En 2010, la Commission européenne a dû s'occuper de quelque 2100 cas de violations de traités dans les pays de l'UE (non-application ou application tardive du droit communautaire – heureusement 28% moins que l'année précédente. Près de la moitié des infractions ont été dénoncées par des citoyens ou des entreprises. Dans la plupart des cas, il a été possible de s'arranger à l'amiable avec les gouvernements concernés ; mais 114 cas ont dû être portés devant la Cour européenne de justice . (sp)

Citoyens de l'UE plus nombreux

Dans l'espace communautaire, en 2010, la population a augmenté de 1,4 million ou 2,7% à 502,5 millions ; ont contribué à la progression un excédent de naissances de 0,5 million et une immigration nette de 0,9 million. La natalité s'élevait à 5,4 millions, la mortalité à 4,8 millions. Au total, la population a augmenté dans 20 pays et diminué dans sept. Le plus grand déclin a été enregistré en Lituanie, Lettonie et Bulgarie, la plus grande progression au Luxembourg, en Suède, à Malte, en Belgique et en Grande-Bretagne. (sp)

Citoyens de l'UE fidèles à leur patrie

En 2010, environ un milliard de citoyens européens sont partis en vacances – mais plus de trois quarts parmi eux sont restés à l'intérieur de leurs frontières. Il y a toutefois des différences notables : en Roumanie, Espagne, Bulgarie et Grèce, plus de 90% des vacanciers sont restés dans leur pays ; les Luxembourgeois, par contre, sont partis à près de 100% à l'étranger, et plus de la moitié des Belges, Slovènes, Néerlandais et Autrichiens ont aussi été attirés par d'autres pays. (sp)



« PAR BONHEUR, NOUS NE SOMMES PAS DANS L'UE ! » – VRAIMENT ?

La dette souveraine excessive de quelques Etats membres de l'UE a provoqué une grave crise généralisée de la monnaie européenne, mettant à l'épreuve tout l'édifice de l'Union. Cette crise renvoie aussi à la perception qu'ont les Suisses de la construction européenne qui leur fait croire qu'ils l'ont échappé belle.

A première vue, cette manière de voir les choses peut paraître logique, à y regarder de près, ce n'est plus si sûr. En tant que membre, la Suisse devrait, certes, participer aux différentes mesures de stabilisation de l'euro, étant entendu qu'il s'agirait surtout de fournir des garanties et de se porter caution. Rien n'exclut toutefois qu'un garant doive un jour honorer son engagement. Mais la Suisse n'étant pas (encore) membre du club, nos risques se limitent aux crédits dont nous répondons au titre d'Etat membre du FMI.

En revanche, c'est à propos d'un autre problème que le bât blesse, à savoir le taux de change. Alors que les deux monnaies de réserve, le dollar et l'euro, n'ont pas vu beaucoup d'écarts entre elles, l'appréciation du franc suisse a atteint des proportions vertigineuses. Au point que la BNS a été obligée de fixer un seuil inférieur de sa cote. Pour le moment, il est impossible de prévoir le coût de ses interventions. Qui plus est, lors de l'intervention massive de la BNS sur le taux de change, en 1978, celle-ci avait provoqué une inflation considérable, risque que l'on ne peut pas exclure à tout jamais. Par contre, il est désormais clair que la répartition des bénéfices de la BNS à la Confédération et aux cantons sera sensiblement rabaisée, avec toutes les conséquences qui s'ensuivent. Et malgré la dernière intervention, le taux de change demeure défavorable pour l'ensemble de l'économie suisse qui fait les frais du désavantage au niveau de la compétitivité. L'industrie d'exportation est préteritée dans ses marchés, le tourisme par la concurrence avec des destinations étrangères, les prestataires de services financiers souffrent des coûts élevés en Suisse et l'industrie nationale est concurrencée par des produits importés moins chers. Beaucoup d'entreprises voyant leur bénéfices se rétrécir, voire se réduire à zéro, les recettes fiscales des collectivités publiques vont diminuer. Et les caisses de pension ont d'ores et déjà subi des pertes considérables. Par endroits, ces difficultés ont pour effet de prolonger les horaires de travail, voire de supprimer des emplois ou de délocaliser les entreprises, les investissements étant reportés ou faits à l'étranger.

Sommes-nous victimes des mauvaises habitudes des Grecs, Espagnols et autres Italiens ? Incontestablement. Mais des incriminations ne servent à rien, à plus forte raison que les coupables sont incapables de réparer les vieux errements par leurs propres moyens. Dans une telle situation, les victimes seraient bien avisées de contribuer à redresser leur vitalité.

Car il serait plus avantageux pour la Suisse de voir le pouvoir d'achat des pays endettés se rétablir que de les voir plongés dans une récession sans fin. De même, nous pourrions aussi profiter si l'UE renforçait les mécanismes de contrôle du budget des Etats membres en vue de prévenir de futures crises de dettes souveraines. Même si la Suisse était membre, l'élargissement des compétences communautaires serait à son avantage, car grâce au frein à l'endettement et sa gouvernance financière exemplaire, elle n'aurait à craindre aucune restriction, mais pourrait au contraire soutenir activement les efforts visant à renforcer une discipline budgétaire améliorée.

Du reste, les difficultés du moment illustrent également notre large dépendance à l'égard de nos exportations et montrent que nous sommes insuffisamment assurés sur les risques entraînés par cette dépendance. N'oublions pas que près de 60% de nos exportations vont vers l'UE, la plus grande partie dans la zone euro. Pour diminuer les risques de cette situation, il existe différentes voies. Soit la diversification ou la totale intégration au marché intérieur si important pour nous. Etant donné notre situation géographique et notre interconnexion, la stratégie de diversification ne permettrait pas de diminuer les risques de manière décisive. Si, par exemple, nous développons le commerce avec les pays émergents et qu'en sens inverse nous ne livrons, au lieu de 60%, plus que 58%, voire un jour plus que 50% de nos exportations dans l'UE, cela ne représente pas une modification fondamentale de la situation. Ne reste donc que l'intégration. Cette alternative n'a, hélas, pas la cote en ce moment. La voie bilatérale est bloquée et si la Suisse veut préserver sinon développer l'accès au marché intérieur, elle ne pourra pas faire l'économie d'importantes concessions au plan institutionnel. Dès lors, il serait vain de continuer à se bercer d'illusions : la voie bilatérale ne pourra être poursuivie qu'au prix de nouvelles pertes de souveraineté. Dans ces conditions, il serait donc utile de relancer le débat sur les avantages et les inconvénients de toutes les options en matière de politique européenne. Néanmoins, le Conseil fédéral s'obstine à vouloir poursuivre la voie bilatérale, selon lui la seule option praticable au plan de la politique intérieure. Il se prive ainsi de son emprise sur le façonnement de la politique européenne en devenant, en quelque sorte, prisonnier des sondages d'opinion! (mf)



CAMPAGNE ÉLECTORALE...

Tout simplement parce que la politique européenne n'était pas un gros problème dans la dernière campagne électorale, les différentes actions des sections du Nomes sur ce sujet ont été particulièrement précieuses.

Zurich: « Nécessaire, mais pas pour le moment »

Une table ronde à Zurich sur les élections au Conseil des Etats a reflété l'actuelle discussion sur l'Europe. La déclaration la plus proeuropéenne a été celle de l'ancien conseiller d'Etat zurichois Notter, qui n'était pas candidat.

Bien que la thématique européenne n'ait pas figuré tout en haut de l'agenda électoral, le Nomes Zurich, de concert avec la YES, a profité des élections au Conseil des Etats pour organiser une table ronde publique avec les candidats sur le thème « Zurich a-t-il besoin de l'Europe ? » Dès le début de la campagne électorale, Christoph Blocher avait déclaré qu'il n'était pas disposé à participer à des débats sur l'Europe. L'autre absente était la conseillère aux Etats Verte libérale Verena Diener, de sorte que Felix Gutzwiller (PLR) se trouvait être le seul sortant sur le podium. Les autres participant(e)s étaient Maja Ingold (PPE), Urs Hany (PDC), Balthasar Glättli (Verts) et Thomas Hardegger (PS). L'ancien conseiller d'Etat socialiste Markus Notter, président de l'Institut européen de l'Université de Zurich, a prononcé le discours d'ouverture. Son bref exposé sur les causes de la crise actuelle de l'euro, provoquée par les turbulences aux Etats-Unis, s'est terminé par le constat que ce n'était pas l'UE en tant que telle mais certains Etats membres qui avaient échoué et que l'Union sortirait renforcée par la crise. Il a souligné, d'autre part, que la voie bilatérale avait pour effet de

faire de la Suisse un membre passif de l'UE. Il a invité les Suisses à réfléchir sur le sens de la non-adhésion et s'est demandé si nous voulions être la République libre de Gersau de l'Europe. Les candidat(e)s se sont prononcés à l'unanimité pour le maintien de la libre circulation des personnes. De même, ils étaient presque d'accord de répondre d'une seule voix à la question du modérateur Daniel Binswanger (rédacteur Das Magazin, Tagesanzeiger) à propos de la date d'adhésion à l'UE. Ce dernier leur interdisait de dire « pas aujourd'hui, plus tard elle sera indispensable ». Thomas Hardegger estime qu'on votera sur l'adhésion dans une dizaine d'années. Balthasar Glättli, lui, a rappelé qu'il avait combattu l'EEE, qu'il penchait en ce moment plutôt vers le « non » qui, cependant, pourrait se muer en un « oui » lors de la prochaine votation. Maja Ingold, pour sa part, est dérangée par le statut suisse de membre passif de l'UE et voit une chance pour la Suisse de s'impliquer dans le projet de paix Europe. Alors que Urs Hany repousse une adhésion immédiate, Felix Gutzwiller doute que la démocratie directe soit compatible avec le droit de l'UE. Certains candidats estiment que l'UE devrait davantage se démocratiser, ce qui poussait un spectateur à conseiller aux Suisses de ne pas trop appuyer sur leur singularité. Et d'ajouter que nos pays voisins n'étaient pas de plus mauvaises démocraties. (Yves Baer) ■

Vevey, Lausanne, Morges et des ballons

« Ah! Moi, je suis pour l'Europe » - « Merci, mais j'ai déjà voté » - « Qu'est-ce que c'est? Une galerie de portraits? Tiens, celle-là, je la connais » - « L'Europe? Quelle pétaudière! » - « Oh! Vous savez, je ne suis pas d'ici. Alors... » - « Intéressante, cette affiche. Mais vous n'auriez pas un ballon pour le petit? ». Petit florilège des remarques entendues dans les stands que le Nomes Vaud a tenus successivement aux marchés de Vevey, Lausanne et Morges. Arrivés aux aurores – enfin, presque – les vaillants volontaires de la section vaudoise prennent possession de l'emplacement réservés et montent le stand. Avec ses guirlandes de drapeaux aux couleurs des pays membres de l'UE et de la Suisse, il fait très bonne figure par comparaison avec les stands voisins. Sous la tente bleu Europe, les choses se mettent en place: brochures, autocollants, stylos, boîtes de bonbons... Sans oublier les ballons qui, rencontrent un vif succès auprès des petits – futurs citoyens de l'Europe unie. Mais les supports de communication les plus importants, ce sont des flyers et une grande affiche conçus et réalisés en un temps record à Lausanne. Au recto, les feuilles volantes présentaient les portraits de can-

didats porteurs du « label Europe » et au verso, on pouvait lire la déclaration à laquelle chacun d'eux avait souscrit. En tout, 25 candidats vaudois ont reçu le label. Largement distribué autour des stands, ce flyer permettait de montrer, comme la grande affiche, que les porteurs du label se recrutaient pratiquement dans tous les partis. Très bien situé, animé par des candidats « labellisés » et les volontaires du Nomes, les stands ont attiré chaque fois beaucoup de passants, parfois des familles entières. Des discussions parfois animées ont eu lieu, que ce soit avec des pro-européens convaincus ou des eurosceptiques. Intéressant de constater que parmi ces derniers, beaucoup finissaient par admettre avec un certain fatalisme que « ma foi, il faudra bien y entrer un jour ». D'un marché à l'autre, l'atmosphère n'était pas partout la même. Détendue à Vevey, ville marquée par son caractère international, l'ambiance était plus réservée à Morges. A Lausanne, la météo franchement mauvaise incitait les gens à se hâter en frissonnant sous leurs parapluies. Quoi qu'il en soit, au vu du résultat des élections, nous pouvons considérer que cette triple opération a été un succès. (André-Lou Sugâr) ■



...AVEC LE NOMES ET L'EUROPE

Berne: Café d'Europe en présence de candidates et candidats labellisé(e)s

Le Nomes-Berne a consacré son premier Café d'Europe du 28 septembre aux élections parlementaires. L'évènement s'est déroulé au Bar Subway et il a attiré un public très éclectique. Après les mots de bienvenue de l'hôte d'accueil, le président du Nomes-Berne Alec von Graffenried, Christa Markwalder, présidente du Nomes-Suisse, a fait un court exposé introductif. Par la suite, Flavia Wasserfallen, Margret Kiener-Nellen et Hans Stöckli (PS) – Hasim Sancar et Corinne Schärer (Verts) – ainsi que Michael Daphinoff (PDC) ont fait part de leurs perspectives en matière de politique européenne pour la prochaine législature ; de plus, elles/ils ont précisé le contenu de leur engagement personnel, en tant que représentants du peuple. Toutes et tous se sont accordés pour dire que la Suisse avait besoin d'une politique européenne ouverte et orientée vers l'avenir. En tant que labellisées et labellisés, elles/ils ont répété leur engagement dans ce sens. Flavia Wasserfallen a déclaré qu'elle avait reçu beaucoup de réactions positives lors de ses contacts en tant que labellisée. L'évènementiel du Café d'Europe est organisé de telle sorte qu'un échange direct entre décideurs politiques, hommes et femmes confondus, et des citoyennes et citoyens de tous bords, puisse se produire dans un cadre très détendu. Les invités présents n'ont pas fait montre de retenue lorsqu'ils ont exigé des réponses claires et

transparentes de la part des politiciennes et politiciens en matière de politique européenne. Ceux-ci se devaient de ne pas faire montre d'une attitude réservée et, même devant un large public, de s'engager ainsi dans un esprit d'ouverture, en faveur de leur condition de pro-européen/ne. Le Nomes-Berne, au travers de son Café d'Europe et grâce à ses invités de haut rang et à des discussions fournies, a réussi un premier et brillant coup d'envoi. Par cet évènement, le Nomes-Berne a ainsi pu offrir aux candidates et candidats labellisé(e)s du canton de Berne une plate-forme adéquate pour leur permettre de présenter leur positionnement par rapport à la politique européenne devant un public attentif. Quant aux électrices et électeurs bernois, ils ont pu profiter d'une information supplémentaire en vue de leurs choix électoraux et l'idée à la base du « label europe » a été ainsi avantageusement propagée.

Les prochaines officialités du Café d'Europe pour l'année qui vient viseront à saisir de plus près la thématique « Suisse-EEE ». Le sujet est très actuel, d'une part parce que la Suisse a refusé il y a déjà 20 ans son entrée dans l'EEE et, d'autre part, parce que l'Accord-cadre demandé par l'Union européenne pourrait ressembler passablement à l'Accord EEE. Il nous reste donc encore de bonnes occasions de nous réjouir de la tenue de tels évènements alléchants ! (S. Würmli, bg) ■

Neuchâtel: un débat sur l'Europe pour animer la campagne électorale

Notre section neuchâteloise a souhaité donner une nouvelle impulsion à la campagne électorale du 23 octobre en invitant l'Europe au débat politique. Ce débat a eu lieu le 28 septembre à La Vue-des-Alpes, lieu symbolique de réunion entre le Haut et le Bas du canton. Le grand débat électoral interpartis a eu pour but de discuter de deux thèmes liés à nos relations avec l'Europe : celui de la souveraineté (« renforcée ou affaiblie hors UE ? ») et l'autre lié à la libre circulation des personnes (« quels défis frontaliers et neuchâtelois en particulier ? »).

Ce débat qui a attiré plus de 60 personnes (les 14 intervenants représentant 8 partis politiques compris) au lieu symbolique de La Vue-des-Alpes a permis à l'Europe de s'inviter franchement dans la campagne. On peut parler de succès au vu des difficultés que vit la thématique européenne sans compter que les préoccupations des Suisses sont centrées essentiellement sur des thématiques intérieures, et cela tant en Romandie que dans le reste du pays.

Il convient de relever que deux éléments ont clairement contribué au succès de ce débat : tout d'abord le fait que l'humoriste Benjamin Cuche ait accepté d'animer la soirée afin de donner une touche d'humour bienvenue et ensuite que le principal quotidien du canton, le journal L'Express/Impartial, ait accepté d'être partenaire de l'évènement et en

déléguant un de ses spécialistes de la politique cantonale pour animer les deux débats. Il y a encore une vingtaine d'années, en effet, la question de la souveraineté était clairement rangée dans l'argumentaire des opposants au rapprochement avec l'Europe, il en va tout différemment aujourd'hui puisqu'il apparaît de plus en plus clairement qu'au contraire c'est plutôt en consolidant notre rôle de membre passif de l'UE que nous perdons chaque jour un peu plus de souveraineté. Quoi qu'il en soit, la question de la souveraineté est aujourd'hui un thème porté par les deux camps, d'où l'intérêt d'en débattre. Nous sommes persuadés que ce genre de dialogue est encore le meilleur moyen pour mettre les partis devant leurs responsabilités et les inciter à présenter une vision et de ne pas s'arrêter à l'écoute des sondages d'opinions et donc d'avoir la tête uniquement orientée sur le guidon de la limousine helvétique. C'est sans doute le piège qui guette tous les partis lors d'élections majeures : l'oubli de la politique à mener pour le futur de notre pays. Le Nomes est là pour rappeler que les partis se doivent de prendre de la hauteur et de montrer les différents chemins possibles en expliquant le pourquoi du choix du chemin choisi en 2011 qui ne sera peut-être pas le même en 2015 et sans doute pas le même en 2019. Cette prise de conscience est fondamentale. (Jean Dessoulavy) ■



JEUNE ET PRO-EUROPEEN ! S'ENGAGER VAUT LA PEINE...

Par Florentin Weibel, co-président de la yes

La YES est la seule organisation de jeunesse qui, indépendante de tout parti politique, fait la promotion d'une Suisse ouverte au monde et pro-européenne. Pourquoi cela ?

J'ai trouvé ma voie vers la YES en participant au Challenge Europe 2010 à Bruxelles. La fascination qu'exerce la discussion politique avec des jeunes gens, le plaisir ressenti lors de la mise-sur-pied de projets et la défense de positions hors-partis, mais fortement marquées par la politique européenne, sont les fondamentaux de mon engagement actif pour la YES. Cet engagement consiste, d'une part, dans la tenue de séances de direction et dans l'organisation de projets, mais elle comprend en outre une propagation active de mes convictions personnelles, que ce soit sous la forme de rencontres chez moi dans l'Entlebuch (au cours desquelles je suis souvent le seul de mon avis !), ou lors de discussions avec des camarades d'étude autour d'une bière à Genève.



Les tenants d'une Suisse ouverte, qui s'engage en Europe et qui prend en mains des défis de caractère global, de concert avec ses partenaires européens, se retrouvent malheureusement trop souvent contraints à la défensive. Il serait essentiel que des arguments positifs puissent également être mis en avant. Le fait que le discours politique se focalise sur de trop brèves échéances et que les développements à long terme soient souvent écartés de la réflexion rend cette tâche extrêmement difficile. Ainsi il me semble qu'on se trouve toujours en face de cette seule question : « Qu'apporterait à la Suisse une adhésion à l'UE et que m'apporterait-elle personnellement ? ». A mon sens, cette question est trop réductrice: il faudrait bien plutôt élargir le débat sur la question suivante: « Qu'apporterait un isolement européen de la Suisse et dans quelle mesure me serait-il personnellement hautement dommageable ? ».

En été de cette année, j'ai eu l'occasion de travailler cinq semaines comme professeur d'allemand à Lublin en Pologne. Ce qui était encore impensable il y a 25 ans, est devenu une réalité allant de soi pour la jeunesse d'aujourd'hui. L'Accord de Schengen nous permet de voyager sans visa sur à peu près la totalité du continent. La libre circulation des personnes, qui est aujourd'hui si violemment dénigrée et mise en cause dans notre pays, me permettra sans problème, après mes études, de me porter candidat pour une place de travail à l'étranger et de me domicilier à l'étranger. Ces deux dispositifs légaux, qui sont souvent décriés et considérés comme des aberrations, sont pour moi personnellement, en tant que jeune Suisse, d'une utilité primordiale. C'est pourquoi les dis-

cussions du moment sur la libre circulation des personnes ne doivent pas se focaliser exclusivement sur la question de l'immigration qui lui est liée. On devrait bien plutôt diriger également les projecteurs sur les nombreux avantages de l'Accord pour la jeunesse suisse.

La Suisse est partie prenante d'un processus permanent de globalisation, qu'on l'approuve ou non. D'un point de vue de jeune, facebook est le symbole absolu et typique de ce réseautage international. Sur cette plate-forme, on se rencontre avec des connaissances du monde entier et on échange. En Europe, le processus d'intégration des pays membres a été caractérisé par le fait que cet échange ne se contente pas d'être virtuel, mais qu'il s'incarne également dans la vie réelle de chacun. Cette opportunité est particulièrement appréciable pour les étudiants, qui en tirent de plus en plus de profits appréciables, grâce à Erasmus. Ainsi, plutôt que de se distancer des acquis à disposition, il est plus important, aux yeux de la YES, de s'appropriier ces acquis et de les élargir. Car l'UE elle-même n'est pas un produit fini, qui serait en tant que tel intrinsèquement « bon à prendre » ou « mauvais »: c'est bien plutôt un projet qui se trouve en situation de développement permanent.

Pourquoi les jeunes gens ne s'engagent-ils pas pour une adhésion de la Suisse à l'UE? Pourquoi devrait-on vouer son énergie, en plus de l'université et des exigences professionnelles, à un projet qui est considéré aujourd'hui comme politiquement indéfendable? Pourquoi défendre une position qui est rejetée par une majorité claire de la population?

La réponse à cette question va de soi pour quelqu'un comme moi et pour la YES avec moi: il est important que, même dans un environnement peuplé de sceptiques, les tenants d'une Suisse ouverte au monde et solidaire expriment leurs convictions. Alors que les politiciens se contiennent devant l'exigence d'une prise de position transparente, pour cause d'acquisition de voix d'électeurs, nous devons, nous les jeunes, faire publiquement connaître notre point de vue. Les jeunes Suissesses et les jeunes Suisses ne devraient pas se contenter de nager au rythme du courant majoritaire, mais bien chercher à relever les défis de notre époque activement et collectivement à l'intérieur de l'Europe et avec elle. C'est pour cela que la YES existe et c'est pour cela que j'existe ! ■



SOUS L'EFFET DE QUEL STIMULANT CET ARTICLE DE LA « WELTWOCHER » A-T-IL ÉTÉ PONDU?

« POUR CHAQUE MÉNAGE SUISSE, L'UE COÛTE 3'300 FRANCS PAR AN »

« L'UE est un gouffre. Même en Suisse, pays non membre, elle coûte pour chaque ménage plus de 3'000 francs par an. (...) 1. Coûts de régulation pour PME : 50 milliards. (...) 2. Pertes de taux de change de la BNS : 48 milliards. (...) 3. Le tube de la NLFA : 8 milliards. (...) 4. Immigration dans l'Etat social : 3 milliards. (...) 5. Argent suisse pour programmes UE : 1,38 milliards. (...) Milliard de cohésion : 1,257 milliard. (...) 7. Crédit FMI à la Grèce : probable défaut de paiement de 130 millions. (...) »

Article « So viel kostet uns die EU » (Ce que nous coûte l'UE), Florian Schwab, « Weltwoche » 38/2011

1. A en croire l'auteur, chaque ménage suisse recevra sous peu une facture de 3'300 francs, montant qui correspond à la part qu'il est supposé contribuer aux coûts engendrés par l'UE pour la Suisse. Voici le calcul du journaliste : « En réalité, ces dix dernières années, la Suisse a dépensé 112 milliards pour l'UE. Pour chaque ménage suisse, cela représente une dépense de quelque 33'000 francs. Ou 3'300 francs par an. » Et comme on sait, ce que l'on peut lire noir sur blanc, est vrai. La plupart du temps, en tout cas...
2. Heureusement, c'est une fausse alerte. La facture que redoutent les lecteurs de la « Weltwoche » n'arrivera pas. L'article en question est l'exemple le plus grotesque d'un « journalisme économique » que nous ayons lu depuis longtemps. Une recherche dans l'Internet nous apprend que le jeune auteur est doctorant en sciences économiques. Il faudrait peut-être lui recommander de changer de faculté. Comme dit l'adage, il ne faut pas additionner pommes et poires ; tout au plus pourrait-on le faire sous la dénomination « fruits à pépins ». Mais l'expert économique de la « Weltwoche » n'a pas seulement réuni dans sa corbeille pommes et poires bonnes et gâtées, mais aussi de l'ail, du gâteau au fromage blanc et du boudin, les a additionnés tel un sorcier, tout en en distillant un chiffre fantaisiste de prétendus « coûts de l'UE pour la Suisse ». Et le fait qu'il ait, de surcroît, divisé ce chiffre magique par le nombre de ménages suisses ne s'explique que par une doctrine ésotérique alchimiste – que diable les ménages suisses ont-ils à faire dans ce contexte ?
3. Comme on sait, des « frais de régulation pour PME » sont ce qu'on appelle, dans la terminologie de la gestion d'entreprise, des « frais non influençables ». Impossible de renoncer à la régulation, qu'elle soit ordonnée par le Conseil fédéral, l'UE ou par l'impératif catégorique d'Immanuel Kant. Les « pertes de taux de change de la BNS » sont, primo, à long terme, une grandeur comptable variable et ne sont, secundo, pas imputables à l'UE. Le tube de la NLFA est une contribution intelligente de la Suisse à la conception globale européenne des transports, tube qui a été construit dans l'intérêt bien compris du pays. « Immigration dans l'Etat social » : tout le monde, excepté la « Weltwoche », sait que les contributions des immigrants préservent nos œuvres sociales de l'effondrement. « Argent suisse pour programmes de l'UE » : ce ne sont pas simplement des « coûts » mais plutôt des indemnités compensatrices. « Milliard de la cohésion » : c'est une contribution loyale aux immenses prestations de l'UE en vue de faire évoluer les anciens pays satellites en faillite vers un statut de partenaires commerciaux florissants, même pour la Suisse. « Crédit du FMI à la Grèce » : a) ce n'est pas une transaction de l'UE ; b) à ce jour, pas de versements suisses allant au-delà de la contribution régulière au FMI ; c) à ce jour, pas de pertes, tout au plus un risque. (sp)



« SANS CODÉCISION, ON N'EST QU'UNE DEMI-PORCION »

Interview: Michael Fust et Bernhard Geiser

Franz von Däniken était presque 30 ans au service de la diplomatie suisse, de 1999-2005 comme secrétaire d'Etat et directeur politique au DFAE. Aujourd'hui, il est délégué du conseil de fondation de la Fondation Drosos qui est active au niveau international. Celle-ci soutient des organisations partenaires qui exécutent des projets d'aide au Moyen- et Proche-Orient et en Afrique du nord. Notre interlocuteur est resté une voix compétente et critique dans cette nouvelle fonction.

europa.ch: *Récemment, dans un forum de la presse dominicale sur la politique extérieure de la Suisse, vous avez qualifié cette dernière de «déboussolée», une critique plutôt dure à l'encontre de notre ministre des affaires étrangères...*

Franz von Däniken: Le point de départ de cet article était la question de savoir si, après neuf ans, la position suisse en matière de politique extérieure s'était améliorée ou détériorée. Mon propos était de dire que la position internationale de la Suisse ne s'était pas améliorée et qu'elle se trouvait en partie sur la défensive. A ce sujet, personne ne m'a contredit.

En réalité, la Suisse n'est-elle pas en mal d'une stratégie claire en matière de politique européenne ?

Dans les années 90, le Conseil fédéral qualifiait l'adhésion à l'UE d'un objectif stratégique, mais sans en définir le contenu et sans décider d'un calendrier concret. Entre-temps, les options en matière de politique étrangère se sont étendues à cinq – ce qui veut dire qu'il n'y a pas de stratégie claire. Une stratégie en matière de politique européenne ne doit pas nécessairement se prononcer sur un oui ou un non à l'adhésion mais elle pourrait s'employer à ébaucher la politique européenne d'un pays européen non membre de l'UE. Mais le Conseil fédéral et le parlement reculent devant une telle résolution, préférant se réserver toutes les options. Cette posture existe maintenant depuis 19 ans, depuis le rejet de l'EEE en 1992.

Suggérez-vous que notre situation est la même qu'en 1992 ?

Non, elle a fondamentalement changé. La mondialisation et le déplacement de la puissance économique et politique vers l'Asie et les pays émergents ainsi qu'une certaine érosion de la puissance prédominante des Etats-Unis conduisent vers un monde multipolaire où les groupements régionaux tels que l'Union européenne prennent toujours plus de poids. Les

développements dans le FMI, par exemple, le montrent clairement. D'autre part, l'UE compte depuis 1992 quinze nouveaux membres, parmi eux nos partenaires de l'AELE pendant de longues années que sont l'Autriche, la Finlande et la Suède. En somme, l'UE est devenue encore plus importante pour nous qu'elle ne l'était déjà en 1992. De plus, ce qu'il y avait de nouveau dans l'EEE, c'est qu'il était basé presque exclusivement sur le droit communautaire. Ce qui provoquait à l'époque des débats gigantesques, allant jusqu'à prétendre que l'adhésion conduirait la Suisse à une satellisation. Entre-temps, le droit communautaire est devenu la base de presque chaque accord bilatéral de la Suisse avec l'UE.

« L'UE est devenue encore plus importante pour nous qu'elle ne l'était déjà en 1992. »

La Suisse est-elle devenue de ce fait un satellite de l'UE ? Satellite est une formule trop forte à mon goût. Dans la terminologie helvético-historique, il faudrait plutôt

parler d'un 'pays allié'. Ici se pose in fine la question de la volonté de la Suisse d'avoir de l'emprise sur l'évolution de la politique internationale. Veut-elle influencer celle-ci dans la mesure où elle a des incidences sur notre pays ? Ou veut-elle simplement se contenter d'être un pays bien organisé, bien administré, jouissant de sa réussite économique, capable de réagir aux influences extérieures, mais qui politiquement n'a aucune influence et ne peut pas participer aux décisions ? C'est une attitude largement répandue en Suisse mais elle ne correspond pas à ma conception d'une politique cohérente.

Vous avez évoqué la question du siège suisse au Conseil exécutif du FMI. Pensez-vous donc qu'au total, la politique européenne de la Suisse a des conséquences négatives sur sa position internationale ?

N'étant pas membre de l'Union européenne, il est plus difficile pour la Suisse de défendre ses intérêts dans les institutions multilatérales où des groupements régionaux d'Etats jouent un rôle important. Cela vaut pour l'ONU et ses orga-





Franz von Däniken est délégué de la Fondation Drosos qui soutient beaucoup de projets d'aide en Afrique du nord et au Moyen- et Proche-Orient – p.ex. l'école de cirque en Palestine que nous voyons sur cette photo.

nisations mais aussi, par exemple, pour le G-20 : l'UE y a pas moins de cinq représentants et dans un organe composé globalement, ces derniers seraient sans doute le mieux à même de juger correctement d'éventuelles demandes suisses. Mais il faudrait qu'ils soient familiers avec notre pays, une condition qui pour un outsider qu'est la Suisse n'est pas remplie pour le moment.

L'Europe est en crise, les sondages reflètent le désamour des Suisses pour l'adhésion. En ce moment, le Conseil fédéral n'a donc d'autres ressources que de continuer à bricoler...

Un gouvernement ne doit pas devenir prisonnier de la démoscopie. Il est vrai que l'UE connaît actuellement de grandes difficultés économiques et politiques. Mais en conclure qu'il n'est pas utile de parler des relations Suisse-UE, est une faute. Ce d'autant que les événements de ces dernières années ont fait apparaître clairement les défauts et les faiblesses de la voie bilatérale. Ainsi, il semble actuellement incertain que l'UE soit en somme disposée à poursuivre la voie bilatérale et quel prix elle exige, en l'occurrence, au plan institutionnel. S'y ajoute la détérioration des conditions cadres pour la Suisse, notamment la hausse marquante du franc. De plus, l'idée que la voie bilatérale induira des pertes d'autonomie pour la Suisse est largement répandue dans les milieux politiques. Même si l'opinion ne semble pas s'intéresser à une discussion

de fond sur les relations de la Suisse avec l'Union, cette situation devrait au moins amener le membre du gouvernement responsable de la politique extérieure à parler un langage clair en public.

Il apparaît que la voie bilatérale a du plomb dans l'aile, l'UE exigeant que la Suisse accepte des règles claires quant à la reprise du droit communautaire dans les cas de futurs accords. A ce jour, le Conseil fédéral n'a pas trouvé la parade.

Au fond, la Suisse a déjà prouvé qu'elle allait bouger. Elle est disposée à reprendre le droit communautaire, ce par le biais des accords bilatéraux. Or il s'agit de savoir ce qui arrivera lorsque ce droit évoluera et devra être interprété. Quel que soit le résultat des pourparlers sur ces questions institutionnelles entre Berne et Bruxelles, une chose est claire. La Suisse ne peut pas s'attendre à obtenir un droit de codécision lors de l'évolution et de l'interprétation du droit communautaire, ce qui à mon sens n'est pas conforme au rang d'un pays comme la Suisse. A condition de vouloir influencer la politique européenne, elle doit s'efforcer d'obtenir la codécision.

Dans cette perspective, il n'y aurait donc qu'une option en matière de politique européenne...

Une authentique codécision ne peut être obtenue que par l'adhésion à l'UE. Vous avez raison sur ce point.



Or le Conseil fédéral s'efforce à l'évidence d'améliorer le bilan de souveraineté à travers une participation plus large aux décisions...

Une telle participation ne se réfère qu'à des accords, des questions d'ordre technique. Ce n'est pas à propos de questions centrales que la Suisse aurait voix au chapitre. La participation au soi-disant decision-shaping implique tout au plus qu'on puisse exprimer son opinion dans les organes techniques. L'illusion, c'est de penser que la voie bilatérale constitue une solution provisoire entre la non-adhésion et l'adhésion. En définitive, elle signifie non-adhésion, il n'y a pas de solution provisoire. Celui qui ne peut qu'avoir voix au chapitre sans pour autant avoir le droit de codécider, n'est qu'une demi-portion. Il en est ainsi chez nous comme à l'étranger.

Quelle importance attachez-vous aux questions de souveraineté par rapport à la Suisse et l'Europe ?

La mission essentielle de la politique extérieure et de la diplomatie consiste à préserver la souveraineté du pays. Cette mission ne peut pas être remplie sans qu'on réfléchisse à la signification de la souveraineté dans un monde interdépendant. Cela vaut surtout pour un pays aussi dépendant de l'étranger comme la Suisse. Dans ce contexte, il faut se demander si, en fin de compte, la codécision liée au fait d'être membre d'une organisation internationale ne renforce pas la souveraineté d'un pays. Ce n'est pourtant pas le seul point de départ de ma réflexion sur la politique européenne. Il y a d'autres approches, par exemple la solidarité. Que signifie-t-elle au juste par rapport à l'Europe ? Ou l'on peut se demander ce qui apporte de la sécurité à la Suisse en Europe. Ou encore se poser la question de savoir ce qui contribue à la paix en Europe.

Est-ce donc le Conseil fédéral qui doit donner une nouvelle impulsion au débat sur l'Europe ?

De nouvelles impulsions en matière de politique européenne peuvent être données par toutes les forces politiques décisives de ce pays. Mais il appartient au Conseil fédéral d'expliquer franchement et sans détours ce qu'est la voie bilatérale et ce qu'elle n'est pas et d'où viennent les difficultés actuelles. De nouvelles impulsions devraient venir de questions d'ordre pratique, par exemple de la libre circulation des personnes. Le monde politique, à l'exception des auteurs de l'initiative sur l'immigration, ainsi que les cantons et les milieux économiques s'accordent à reconnaître que l'on ne peut pas traiter l'UE de cette façon irresponsable. N'oublions pas que la libre circulation des personnes est l'une de ses réalisations les plus importantes, de portée fondamentale. Il n'est

toutefois pas certain qu'elle déclencherait un véritable débat sur l'Europe. Même le franc fort suscite peu d'émoi, comme d'ailleurs l'adhésion en son temps de l'Autriche, de la Suède et de la Finlande, qui étaient pourtant partenaires de la Suisse dans l'AELE pendant des dizaines d'années.

Pour en revenir à la question qui domine actuellement la politique européenne : estimez-vous opportun que le Conseil fédéral se propose de réunir les dossiers de l'accès au marché et les questions institutionnelles et de les négocier comme un paquet ?

C'est une stratégie qui par le passé a fait ses preuves. Le donnant-donnant est en effet facilité par la négociation simultanée de plusieurs dossiers, une démarche intéressante non seulement pour la Suisse mais aussi pour l'UE. Par contre, je ne conclus pas formellement des négociations sur des questions institutionnelles, en les soumettant au Conseil fédéral et au parlement, avant que d'autres dossiers également importants pour la Suisse n'aient été négociés à notre satisfaction.

Est-il permis, somme toute, de parler d'une poursuite de la voie bilatérale dès lors qu'on s'intègre aussi fortement du point de vue institutionnel ?

Du fait que la Suisse importe du droit communautaire au travers d'accords bilatéraux, le concept du bilatéralisme, par rapport à l'Union européenne, prend une connotation spécifique du point de vue du droit international et de la souveraineté. Elle convient à un 'pays allié'.

Il apparaît que les associations économiques, en espérant se rendre aussi indépendantes que possible de l'Europe, ne cessent de réclamer une concentration de la politique extérieure sur des marchés de croissance extra-européens. Qu'en pensez-vous ?

C'est se tromper dans ses calculs. Rien ne s'oppose, bien entendu, à ce que les relations économiques avec les pays émergents soient encouragées. De là à penser que cela diminuerait l'importance de la politique européenne, est une illusion qui méconnaît la situation géographique de la Suisse, son histoire et ses intérêts. La Suisse s'aperçoit à chaque pas ce qui est en jeu pour elle sur ce continent. Cela vaut aussi bien pour les relations bilatérales que pour les problèmes auxquels est confrontée l'Europe. Assurément, se réjouir de l'adversité de nos voisins, aux prises avec des problèmes indicibles, serait malvenu. La Suisse est intéressée à une Union forte et prospère. En suivant les mouvements de la bourse, nous pouvons nous rappeler que le développement de la crise en Europe peut à tout moment rattraper la Suisse.

« Une authentique codécision ne peut être obtenue que par l'adhésion à l'UE. »



UNE MEILLEURE POLITIQUE EUROPÉENNE À 42 TÊTES

Après que les élections fédérales aient accaparé la Suisse politique de ces derniers mois – en tout bien tout honneur, bien évidemment, on va bientôt se refocaliser à nouveau sur un menu politique plus ordinaire. Dans ce sens, le Nomes se réjouit de constater qu’au total 42 porteuses et porteurs du « label europe », issus de différents partis politiques, font désormais partie de la nouvelle équipe parlementaire. En reconnaissant pleinement l’importance d’efforts plus intenses et plus élaborés à fournir sur le chemin qui amène la Suisse à se rapprocher de l’UE, ceux-ci témoignent de l’actualisation imparable de cette problématique et montrent que, dans les temps difficiles que nous connaissons, une politique européenne ouverte sur l’avenir représente un enjeu considérable pour beaucoup d’électrices et d’électeurs de notre pays. Cela est confirmé par les réactions positives des candidats, qui ont participé activement à l’animation de stands-démarchés du Nomes dans le cadre de la campagne électorale. A ce propos, la socialiste Josiane Aubert s’exprimait ainsi: « la présence sur certains marchés d’un stand du Nomes nous a permis, grâce au contact direct avec la population, de mettre le doigt sur les liens aujourd’hui déjà très étroits qui unissent la Suisse et l’Europe ». Il en est allé de même pour Raphaël Mahaim des Jeunes Verts, qui a également grandement apprécié les conversations très ouvertes à même le pavé : « Dès que l’on s’accorde quelques minutes pour discuter avec les passants, les barrières mentales et les préjugés tombent vite... » .

Tout compte fait, le nombre des 42 labellisées et labellisés « Europe » qui

ont été élus, est en-dessous du nombre d’élus de 2007 et il en est allé de même par rapport au degré de différenciation des appartenances partisans d’il y a quatre ans. Mais, compte tenu des profondes difficultés connues ces temps-ci au sein de la zone euro, sources chez nous d’une augmentation de l’euro-scepticisme, ainsi que de l’absence de thématique européenne dans les campagnes électorales, cela même de la part de certains partis dits « europhiles », le succès, pour nous, est réjouissant et fondamental pour la sui-



te de notre action. Il est également réjouissant de constater que les affirmations claires et sans équivoque faisant la promotion d’un rapprochement accéléré de la Suisse en direction de l’UE sont aussi souvent l’apanage des nouvelles « têtes » dirigeantes des partis.

Alors que, au cours de la campagne électorale, la question européenne a fait l’objet de grande retenue, que l’on pourrait même qualifier, selon les cas, de « déni de réalité », la politique européenne va devenir l’un des thèmes dominants de ces prochaines années. Dans ce contexte, les porteuses et porteurs - par-

lementaires élu/e/s - du « label europe » vont se voir attribuer le rôle-clé de « maîtres-à-penser-et-à-agir » du défi posé par la relation entre la Suisse et l’UE: cette relation devra se renforcer dans le sens de l’acceptabilité et de l’orientation sur l’avenir. Le Nomes va rester en contact étroit avec eux et soutenir leur travail politique, en particulier dans le cadre du Groupe parlementaire Suisse-UE. Ce Groupe, placé sous la présidence du conseiller national Roger Nordmann, se verra régulièrement mettre à dis-

position par le Nomes d’informations actualisées et d’analyses relatives aux développements au sein de l’UE et à la politique européenne de la Suisse. Par ailleurs, des événements/manifestations seront organisés régulièrement à l’intention des membres du Groupe et d’autres milieux intéressés, dans le but de promouvoir et de maintenir un niveau d’information adéquat et la prise de conscience en relation avec des problématiques sectorielles. C’est ainsi qu’aura lieu, par exemple, dans le cadre de la

première session de la nouvelle législature, une rencontre avec Aymo Brunetti, membre de la direction du Seco* et chargé de cours à l’Université de Berne. A cette occasion, il fera part de son évaluation relative aux causes de la crise de la dette européenne et des différents scénarii envisageables pour l’avenir (cf. ci-dessous la rubrique « Lire », page 14). La problématique des taux de change et de ses conséquences sur l’économie suisse, qui devrait être évoquée lors de cet événement, ne devrait pas laisser nos parlementaires indifférents. (mf) ■



L'UE EN MOUVEMENT PERPÉTUEL

À la suite de la crise américaine des subprimes de 2007, la crise économique et financière a accentué dramatiquement les problèmes existants dans la zone euro, si bien que l'Union européenne en tant que telle, et pas seulement certains États membres, se trouve confrontée à des problèmes majeurs. Comme ceux-ci ne sont toujours pas surmontés, on reproche fréquemment à l'UE un manque de volonté d'agir. À tort.

L'UE a toujours réagi rapidement à la crise, dans la mesure de ses possibilités. Pas dans l'instantanéité des marchés, mais avec le consentement des gouvernements et parlements. Pour garder une vue d'ensemble des décisions prises, nous présentons ici brièvement ces mesures:

FESF et MSE

Les ministres des finances des États membres de l'UE ont décidé lors d'un sommet du 9 mai 2010 la création du Fonds européen de stabilité financière (FESF). Celui-ci lève des capitaux sur les marchés et les alloue sous forme de crédits aux pays en difficultés, qui ne peuvent plus se financer à des conditions abordables. Les pays de la zone euro se portent garants des ces crédits. En substance, il s'agit d'une société anonyme dont le siège est basé à Luxembourg. Les actionnaires sont les États membres de l'Eurogroupe, son organe dirigeant est un directoire, doté d'un représentant par État membre. Doté initialement d'un montant de crédit de 440 milliards d'euros, une grande partie est déjà attribuée. Le Fonds contribue pour quelque 100 milliards au deuxième paquet d'aide à la Grèce et est engagé à hauteur de 44 milliards pour les aides à l'Irlande et au Portugal. 40 milliards sont gardés en réserve pour la recapitalisation des banques. Deux mesures ont été adoptées le 29 novembre pour obtenir un "effet de levier" avec les 250 milliards restants. Premièrement, à travers une sorte de casco partielle du FESF, qui garantit aux acheteurs de nouvelles obligations d'un pays une partie du risque de défaut de paiement. Cet instrument doit être utilisé pour aider les pays vulnérables, mais qui peuvent encore se passer d'une

aide directe. Deuxièmement, par la création d'entités ad hoc, dans lesquelles des fonds privés et publics sont liés pour être investis dans les obligations d'État d'un pays. Ces sociétés sont financées dans un premier temps par le FESF, puis pour une deuxième tranche par des investisseurs privés.

Alors que le FESF est une mesure provisoire, un mécanisme de stabilisation européen permanent verra le jour à la mi-2013 avec le MSE. La direction est assurée par un Conseil des gouverneurs, composé des ministres des Finances des États membres de l'Eurogroupe. Des crédits sont accordés, comme dans le FESF, sur la base d'un consentement mutuel, pour autant que la stabilité générale de l'euro soit en danger. Pour emprunter de l'argent à l'un de ses semblables, un pays de la zone Euro doit répondre à des exigences strictes de la Commission et présenter un plan pour assainir ses finances publiques. Une participation des créanciers privés est également prévue. Si la Commission européenne et le FMI constatent un fardeau de la dette insoutenable pour un État, un plan de restructuration avec abandon partiel de dettes doit venir en appui.

Le Six-Pack

Le Parlement européen a voté en septembre un durcissement significatif du pacte de stabilité. Un paquet de six lois, surnommé "six-pack", prévoit entre autres des sanctions plus sévères et automatiques en cas de dépassement des normes budgétaires. Une renonciation aux sanctions devrait être justifiée publiquement devant le parlement, ce qui rend un accord pour éviter des amendes pratiquement impossible.

Le Semestre européen

Cet instrument de contrôle obtient une nouvelle base légale et voit son poids se renforcer. Il prévoit que les États membres doivent présenter pour évaluation au printemps à la Commission un projet de budget pour l'année à venir. Les propositions de la Commission seront contrôlées l'année suivante quant à leur mise en oeuvre. Grâce à ce contrôle préventif, des violations du pacte de stabilité et de croissance peuvent être détectées en temps utile et de cette façon évitées. Cette vue d'ensemble de la situation économique des pays de l'euro doit aussi contribuer à réduire leurs déséquilibres macroéconomiques à plus long terme.

Prochaines étapes et perspectives

La tendance générale va vers un contrôle plus «communautarisé» des finances publiques. Un véritable «gouvernement économique» n'est guère envisageable. L'option plus réaliste est qu'un commissaire européen se voit confier des tâches et compétences supplémentaires pour surveiller les orientations budgétaires.

Les mesures ci-dessus conduisent à terme à assurer la discipline budgétaire de tous les pays de l'euro par des mécanismes ancrés dans la loi. Un exemple est le Euro Plus Pact, qui comprend de nombreux pays hors euro, aux termes duquel les États s'engagent à introduire un frein à l'endettement juridiquement contraignant. Que des exigences d'une telle portée soient non seulement «sortables», mais également acceptées, prouve bien que l'Union européenne est en mouvement! (Bernhard Geiser) ■



EURO SUITE ET FIN ?

Par Julien Chérault, secrétaire général adjoint

Quinze jours en Provence, magnifiques. De retour à Morges, j'ai voulu changer ce qu'il me restait de nouveaux francs. Impossible, m'annonce la guichetière, la France a suspendu la convertibilité de sa monnaie et ce depuis ce matin en raison du trop fort risque de volatilité. Perplexe, j'ouvre le journal en rentrant chez moi et découvre que le franc suisse sera maintenant adossé au nouveau deutschmark suivant de fait les soubresauts de la banque centrale de Francfort. Bien que très fortement pénalisé par l'extrême cherté de ses biens manufacturés, l'arrimage à la monnaie allemande reste un moindre mal pour la Suisse qui du coup oublie totalement son rêve d'indépendance monétaire. La Grande-Bretagne, mis à genoux par la concurrence de la France, dévalue la livre cette semaine, l'Italie la suit pour la cinquième fois consécutive... La dissolution de la monnaie commune ne serait que le commencement du détricotage de la construction européenne qui a toujours placé en ligne de mire la réalisation d'un grand marché commun, adossé à une monnaie unique, corollaire indispensable à son bon fonctionnement.

Dévaluation compétitive, risque monétaire ou autres guerres commerciales, si le souhait des eurosceptiques était entendu, la stabilité politique et économique du continent ferait certainement un bond de vingt ans en arrière. Alors quitter le radeau de la Méduse pour retrouver sa vitalité économique et financière ? L'euro reste la manifestation quotidienne la plus concrète de l'appartenance à l'Union européenne pour plus de 327 millions d'habitants. Si tous les nouveaux pays membres depuis 2004 se sont engagés à rejoindre la zone euro, certains pays comme la Pologne évoquent désormais 2015 tout en réaffirmant leur détermination, dès que les conditions le permettront. La situation est différente pour trois Etats actuellement membres et bénéficiant, de jure ou de facto, de dérogation. Il s'agit du Royaume-Uni, du Danemark et de la Suède.

Qu'apprenons-nous de ces cas à part ? Tout d'abord, qu'on ne peut pas si simplement répondre à la question « S'en sort-on mieux sans la monnaie unique ? » au vu des très grandes disparités existantes entre les Etats. Ainsi les perspectives de croissance du Royaume-Uni pour 2011 sont de 1,4%, celle de l'Autriche pointée à 3%, celle du Danemark à 1,9% alors que la moyenne de la zone euro se stabilise à 1,7%. Les situations macroéconomiques des pays jouent encore un rôle primordial sur l'état de leur santé économique. Regardons alors de plus près les discussions qui ont cours à Copenhague. Si le gouvernement libéral de Rasmussen avait annoncé un référendum sur l'adoption de l'euro en 2008, la crise économique l'a forcé à revoir ses ambitions. La formation d'un nouveau gouvernement de coalition de gauche, débarrassé du parti populiste du peuple danois, ne s'engage pas

plus sur cette voie, préférant attendre des jours meilleurs pour la zone euro. Le gouvernement de Helle Thorning-Schmidt, élu en septembre 2011, s'est néanmoins déjà démarqué de son prédécesseur en faisant prendre au pays un tournant plus euro-compatible, une de ses premières mesures ayant été d'abolir les contrôles aux frontières. Décidé à revenir sur les particularités accordées au Danemark après le refus par référendum du traité de Maastricht, le gouvernement socialiste danois entend participer activement aux politiques européennes dans les domaines des affaires intérieures et de la défense. Un nouveau référendum serait organisé à ce sujet à l'issue de la présidence tournante de l'UE par le Danemark, c'est-à-dire en juillet 2012. La participation à l'aventure de la monnaie unique a néanmoins été repoussée par le peuple danois, lors du septième référendum sur des questions européennes dans le pays, par 53,2% en 2000. Désormais, la couronne danoise est liée à l'euro par un taux de variation extrêmement resserré. La majorité des entreprises danoises (dont le géant, symbole du pays: Lego) avaient pris position en faveur du rattachement à l'eurozone afin de ne pas se marginaliser au sein de l'économie européenne et en affirmant leur conviction que cette manœuvre apporterait croissance et emploi au pays. De même, la presse s'est très majoritairement rangée du côté des pro-euros. Les risques de trop grand écart entre les taux d'intérêt des grands voisins, la peur d'une attaque spéculative sur la couronne avaient également convaincu la plupart des économistes. Cela n'a pas suffi et aujourd'hui encore, la défaite a un goût amer pour les plus pro-européens des Danois. Le gouvernement actuel a d'ailleurs d'ores et déjà annoncé qu'il ne pensait pas, pendant sa législature, pouvoir reposer la question du changement de monnaie.

Les spéculations sur l'avenir de l'eurozone vont bon train. D'après les déclarations toujours plus nombreuses des représentants politiques allemands et français, épaulés par leurs homologues de l'économie, les évolutions en cours au sein de l'UE tendent à un renforcement de l'intégration de la zone euro et une perception de l'Europe à 27 comme un grand marché. Cette évolution permettrait-elle une intégration en douceur de la Suisse dans un premier cercle, moins intégré, de la famille européenne ? Des questions se poseront alors: quelle sera l'attitude de l'économie ? Ou en sera le débat sur la souveraineté ? Est-ce assez pour les pro-européens ? Lors de son discours le 9 novembre à Berlin, José Manuel Barroso s'est fait l'écho du président Sarkozy et du ministre des affaires étrangères allemand Guido Westerwelle en évoquant la possibilité d'obliger tous les Etats entrant dans l'UE à adopter l'euro afin d'éviter la création d'une Europe à plusieurs vitesses. Si l'avenir reste ouvert, la question de l'euro est primordiale pour la Suisse. ■



Chiffres, graphiques, tableaux à volonté :

La Centrale fédérale allemande pour la formation politique (BPB) s'est proposée, avec le projet en ligne « Zahlen und Fakten: Europa », d'offrir dans un large éventail des graphiques, tableaux et textes couvrant tous les besoins d'informations imaginables sur la politique, l'économie et la société en Europe. L'offre comprend actuellement les thématiques « Population » et « Economie et finances » mais sera rapidement complétée par d'autres chapitres, p.ex. « Travail et social », « Transports, environnement, énergie » ou « L'UE dans l'optique de ses citoyens ». (sp)

[http://www.bpb.de/wissen/
EWNAY6,0,Europa.html](http://www.bpb.de/wissen/EWNAY6,0,Europa.html)

Waltzing Matilda

C'est en fait une chanson populaire sur les aventures d'un travailleur migrant (ou vagabond) qui est presque vénérée comme un hymne national en Australie ; « Matilda » est le sobriquet tendrement féminin de son unique fortune, le sac à dos avec couverture. Depuis peu, « Waltzing Matilda » est aussi le nom d'un projet pour un blog collectif entretenu par des jeunes Computer-Nerds pleins d'esprit au service des administrations communautaires, blog qui s'occupe de toutes sortes de thèmes dans le domaine des Social Media et de leur position dans l'organisation de l'Union. (sp)

[http://blogs.ec.europa.eu/waltzing_ma-
tilda/](http://blogs.ec.europa.eu/waltzing_matilda/)

« UNE CRISE ÉCONOMIQUE SANS FIN ? »

« Crise économique », « crise et sauvetage de l'euro » - peu importe ce qui vient ensuite: ces thèmes restent d'actualité. Savoir si cela suffit pour qu'on comprenne mieux ces thématiques, c'est une autre affaire. Aymo Brunetti se positionne à ce propos sur une approche qui contribue efficacement à la compréhension de cette problématique: son livre « Wirtschaftskrise ohne Ende? » (pas disponible en français) place la question de l'actuelle crise de la dette européenne dans le contexte de la crise de l'immobilier qui a précédé aux Etats-Unis et dont la situation que nous connaissons présentement en Europe est une conséquence. Au moyen d'un éclairage particulier porté sur le fonctionnement d'une banque de type « idéal », dans le contexte du système financier ambiant, tel qu'identifié aujourd'hui, le livre révèle les raisons du comportement à hauts-risques des banques face à une crise qu'elles ont elles-mêmes contribué à provoquer. Brunetti tient notamment pour responsable de ce comportement de fourvoyantes incitations-aux-gains, qui se sont manifestées à divers niveaux du système financier, ainsi qu'un déficit en matière de réglementations bancaires. En s'appuyant sur l'exemple grec, il énumère quelques-unes des mesures qui auraient pu être prises par les Etats membres et par l'UE elle-même. Ce qui est appréciable, c'est que l'auteur évite toute rhétorique de mise à l'index de l'un ou l'autre des partenaires et qu'il série et décortique les événements en fonction d'une perspective purement économique. A souligner comme particulièrement intéressante, la dernière partie du livre relative à « l'avenir de la zone euro » qui contient trois options fort explicites : 1) Dissolution de l'ac-

tuelle Union monétaire par la sortie d'un ou plusieurs pays. 2) Effort supplémentaire d'intégration en vue d'« Etats-Unis d'Europe » dans le domaine de la politique financière. 3) Amélioration du cadre réglementaire actuel en matière de politique financière. Brunetti démontre que l'option 1) n'est pas réaliste. Il postule que, sur le plan de la politique économique, et particulièrement dans les temps difficiles, les pays sont pratiquement soudés entre eux par l'euro et remis en cela à la grâce de Dieu. Par ailleurs, l'auteur postule que l'option 2) serait matériellement et en toute logique la « voie à suivre », mais que les barrages de nature politique qu'elle susciterait seraient insurmontables... voilà pourquoi la troisième voie, consistant en l'adaptation et le développement continu du cadre réglementaire existant, devrait être privilégiée. Jusqu'ici, ce pronostic de Brunetti n'est pas démenti.

Ce livre que tout-un-chacun peut lire sans difficulté représente une base très instructive pour comprendre la problématique récurrente de l'espace euro. C'est par une meilleure compréhension des conditionnements et des contraintes que non seulement les processus décisionnels au sein de l'UE, mais également les difficultés qui entravent leur aboutissement, deviennent plus saisissables. (bg)

Aymo Brunetti est actuellement à la tête de la Direction de politique économique au SECO. Par ailleurs, il travaille à l'Université de Berne, au sein du Groupe de travail « Economie publique », et il va accéder, dès 2012, à une chaire de professeur ordinaire en politique économique et économie régionale. « Wirtschaftskrise ohne Ende? », hep Verlag, 2011, 176 p., (ISBN 9783039056880)





La YES (young european swiss) a décerné, le 28 septembre 2011, le Prix du plus grand isolationniste suisse. Le « barbelé doré 2011 » (Goldener Stacheldraht 2011) a été remis à Thomas Fuchs, conseiller national UDC non réélu, connu notamment par son site www.nein.eu.

©yes



15

europa abc

Initiative citoyenne européenne

Avec l'Initiative citoyenne européenne, le Traité de Lisbonne introduit un (premier ?) élément de démocratie directe dans les structures de l'UE : avec au moins 1 million de signatures valables, qui ont été récoltées dans au moins un quart des pays de l'UE, la Commission européenne peut être engagée à élaborer un projet de loi sur un objet qui est de la compétence de l'UE. Les initiateurs (d'un nombre minimal de sept), qui doivent être originaires d'au moins sept pays de l'UE, disposent alors d'une année après le lancement pour récolter les signatures nécessaires. Ces initiatives citoyennes pourront être lancées dès le 1er avril 2012. (sp)

Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme

Ce service de l'UE, pourvu d'un budget important, connu sous l'acronyme EIDHR (d'après la dénomination anglaise European Instrument for Democracy and Human Rights), est un complément flexible de la politique de développement conventionnelle. D'un côté, ce service peut subventionner dans des pays tiers des projets et programmes nationaux officiels pour la promotion de la démocratie et des droits humains; mais il peut aussi soutenir des projets non officiels de groupements de la société civile, voire exceptionnellement des projets d'initiateurs individuels. (sp)

Clause de solidarité

L'article 222 de l'Accord sur le mode de « fonctionnement de l'Union européenne [...] est la soi-disant « clause de solidarité » : il règle les conditions cadres de l'aide de l'Union européenne aux Etats membres victimes d'attaques terroristes, catastrophes naturelles ou de catastrophes causées par des êtres humains. Les mesures de soutien doivent être proposées en commun par la Commission européenne et le Haut représentant pour la politique extérieure et de sécurité, à savoir d'une fonction du Conseil européen. (sp)

SIÈGE DE BUREAU YANOS:
«ON ME RECONNAÎT À MON
Y ET JE M'AJUSTE TOUJOURS
TRÈS PRÉCISÉMENT À TA
MORPHOLOGIE.»
DESIGN PAUL BROOKS

